

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS Produits Routiers Bitumes PRB

rue de Barive
Zone Industrielle de la Planchotte
21230 Arnay-Le-Duc

Références : 2025-333
Code AIOT : 0005426102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement SAS Produits Routiers Bitumes PRB implanté rue de Barive Zone Industrielle de la Planchotte 21230 Arnay-le-Duc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est prévue dans le cadre de l'action nationale PFAS. Cette action consiste tout d'abord à identifier les PFAS utilisés dans les mousses présentes sur les sites contrôlés, puis à vérifier le respect des dispositions en vigueur, et enfin à préparer l'application des restrictions d'utilisation qui ont été décidées mais ne sont pas encore entrées en vigueur, en rappelant les échéances réglementaires et en préparant la substitution et l'élimination des mousses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Produits Routiers Bitumes PRB
- rue de Barive Zone Industrielle de la Planchotte 21230 Arnay-le-Duc
- Code AIOT : 0005426102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Produits Routiers Bitume, dit PR Bitume, a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2016 pour l'activité principale soumise à autorisation des installations classées 4801 "Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses".

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS et du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article article 5 et Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	oïque)		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant possède un Grand Récipient Vrac (GRV) mobile d'émulseur nommé "FILMOPOL 3". L'exploitant a contacté le vendeur de cet émulseur. Les éléments transmis ne permettent pas de justifier la conformité de l'émulseur. L'exploitant a procédé aux changement d'émulseurs pour prendre en compte la réglementation évolutive en avril 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS et du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>[...]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>[...]</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Article 5</p> <p>1. Tout détenteur de stocks constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, pour lesquelles aucune utilisation n'est autorisée, gère ces stocks comme des déchets et conformément à l'article 7.</p> <p>[...]</p> <p>Annexe I</p> <p>Acide perfluorooctane sulfonique et ses dérivés (SPFO)</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration égale ou inférieure à</p>

10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en SPFO contenues dans des produits semi-finis, des articles, ou dans des parties de ces produits ou articles, si la concentration en SPFO est inférieure à 0,1 % en masse calculée à partir de la masse de parties structurellement ou microstructurellement distinctes qui contiennent des SPFO ou, pour les textiles ou les autres matériaux enduits, si la quantité de SPFO est inférieure à 1 g/m² du matériau enduit.

Acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS), ses sels et les composés apparentés au PFHxS

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

L'inspection a constaté deux GRV d'émulseurs. Le premier GRV est nommé "FILMOPOL 3" et est situé dans la zone de chargement. Le second GRV nommé "ECOPOL" est situé dans la zone de maintenance. L'exploitant a indiqué qu'un changement de GRV est prévu pour remplacer "FILMOPOL 3" par "ECOPOL". Le changement est initié par la durée de validité de l'émulseur qui arrivait à échéance en mars 2026.

L'exploitant a présenté un échange de mail du 19 mai 2025 avec son fournisseur.

Dans cet échange de mail, le fournisseur ne précise pas les quantités de PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique) et de PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) présents dans l'émulseur "FILMOPOL 3".

L'émulseur "ECOPOL" de remplacement est un émulseur reconnu sur GESIP comme sans fluor.

L'exploitant justifiera la quantité de PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique) et de PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) pour l'émulseur "FILMOPOL 3" ou procédera au changement d'émulseur.

<p>Observation :</p> <p>La méthode d'analyse des émulseurs n'est pas précisée. Pour ce type de substance, l'analyse à prioriser est la méthode TOP Assay.</p> <p>Dans le cas où l'émulseur "FILMOPOL 3" contiendrait des SPFO ou de PFHxS, l'exploitant gèrera celui-ci comme un déchets et respectera, entre autres, l'article 7 du règlement 2019/1021 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article article 5 et Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>[...]</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks.</p> <p>[...]</p> <p>Annexe I</p> <p>[...]</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028.</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des</p>

composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;

c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'inspection a constaté deux GRV d'émulseurs. Le premier GRV est nommé "FILMOPOL 3" et est situé dans la zone de chargement. Le second GRV nommé "ECOPOL" est situé dans la zone de maintenance. L'exploitant a indiqué qu'un changement de GRV est prévu pour remplacer "FILMOPOL 3" par "ECOPOL". Le changement est initié par la durée de validité de l'émulseur qui arrivait à échéance en mars 2026.

L'exploitant a présenté un échange de mail du 19 mai 2025 avec son fournisseur.

Dans cet échange de mail, le fournisseur ne précise pas la quantité de PFOA (acide perfluorooctanoïque) pour l'émulseur "FILMOPOL 3".

La dérogation à l'interdiction de l'utilisation des PFOA dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) prend fin le 3 décembre 2025.

L'émulseur de remplacement "ECOPOL" est un émulseur reconnu sur GESIP comme sans fluor.

Observation :

La méthode d'analyse des émulseurs n'est pas précisée. Pour ce type de substance, l'analyse a priorisé est la méthode TOP Assay.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : Dans le cas, où l'émulseur "FILMOPOL 3" contient des PFOA. L'exploitant informera l'autorité compétente de l'État.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : [...] 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans: a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppm pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppm pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14. [...] 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances

apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour:

[...]

iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté deux GRV d'émulseurs. Le premier GRV est nommé "FILMOPOL 3" et est situé dans la zone de chargement. Le second GRV nommé "ECOPOL" est situé dans la zone de maintenance. L'exploitant a indiqué qu'un changement de GRV est prévu pour remplacer "FILMOPOL 3" par "ECOPOL". Le changement est initié par la durée de validité de l'émulseur qui arrivait à échéance en mars 2026.

L'exploitant a présenté un échange de mail du 19 mai 2025 avec son fournisseur.

Dans cet échange de mail, le fournisseur ne précise pas la quantité de PFCA pour l'émulseur "FILMOPOL 3".

L'émulseur "ECOPOL" de remplacement est un émulseur reconnu sur GESIP comme sans fluor.

L'exploitant justifiera la quantité de PFCA ou procédera au changement d'émulseur.

Observation :

La méthode d'analyse des émulseurs n'est pas précisée. Pour ce type de substance, l'analyse à prioriser est la méthode TOP Assay.

Dans le cas où l'émulseur "FILMOPOL 3" contiendrait des PFCA, l'exploitant gèrera celui-ci comme un déchets et respectera, entre autres, l'article 7 du règlement européen 2019/1021 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans:</p> <p>a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues;</p> <p>b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté deux GRV d'émulseurs. Le premier GRV est nommé "FILMOPOL 3" et est situé dans la zone de chargement. Le second GRV nommé "ECOPOL" est situé dans la zone de maintenance. L'exploitant a indiqué qu'un changement de GRV est prévu pour remplacer "FILMOPOL 3" par "ECOPOL". Le changement est initié par la durée de validité de l'émulseur qui arrivait à échéance en mars 2026. De plus, l'émulseur de remplacement est un émulseur reconnu sur GESIP comme sans fluor.</p> <p>L'exploitant a présenté un échange de mail du 19 mai 2025 avec son fournisseur.</p> <p>D'après les échange de mail, l'émulseur "FILMOPOL 3" présente entre 400 et 470 µg/L de PFHxA (acide perfluorohexanoïque).</p>

Les résultats sont conformes à ce jour au condition de restriction définit à l'annexe XVII. Cependant, il est prévu que le 10 avril 2026 la concentration de PFHxA pour les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais ne dépassent pas 25 ppb.

Observation :

La méthode d'analyse des émulseurs n'est pas précisée. Pour ce type de substance, l'analyse a priorisé est la méthode TOP Assay.

Type de suites proposées : Sans suite